

au règlement de M. Quilici [22 novembre 1954] (p. 5228). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : *Responsabilité de M. Mitterrand* [4 février 1955] (p. 746) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjot (Preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin, délais et conditions)* [10 mai 1955] (p. 2613) ; — en deuxième lecture d'un projet de loi modifiant le taux de compétence des justices de paix, en qualité de *Rapporteur* [10 mai 1955] (p. 2614) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Sa motion préjudicielle (Refonte du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale)* [13 mai 1955] (p. 2756, 2757) ; *la retire* (p. 2758) ; Article unique : *Son amendement (Variation des indices économiques supérieure à 10 0/0)* (p. 2763) ; *Son amendement (Non-application aux instances en cours)* (p. 2765) ; *Son article additionnel (Cas soustraits à ces dispositions)* (p. 2766) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc [22 juillet 1955] (p. 4044). — Est entendu sur une réponse du Président du Conseil faite à une question de M. Lecourt et définissant l'orientation de l'action gouvernementale : *Son rappel au règlement (Déclaration du gouvernement faite sous forme de réponse à une question orale, afin de ne pas donner la parole à un orateur de l'opposition)* [5 août 1955] (p. 4662). — Dépose une motion de censure (*Volonté du Gouvernement de traiter avec les adversaires de la France, choix et action du résident général (M. Grandval), déposition de Ben Arafat, climat de nouvelles fausses ou tendancieuses volontairement créé*) [6 octobre 1955] (p. 4801). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 22 juillet 1955 sur la politique du Gouvernement au Maroc : *Politique d'erreurs, d'inconstance et de démission* [6 octobre 1955] (p. 4814, 4815) ; *Expulsions opérées par M. Grandval, ses responsabilités dans les événements sanglants de juillet et d'août, nécessité d'une enquête* (p. 4815, 4816). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Coefficient d'augmentation inférieur à 20 par rapport à 1939 ;*

*commerces à prix réglementés)* [17 novembre 1955] (p. 5798 à 5800).

**GRUNITZKY (M. Nicolas), Député du Togo**  
(I.O.M.)

Son élection est validée [27 juillet 1954] (p. 6099). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des affaires étrangères [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 360) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Article premier : *Création des communes de plein exercice, collège unique du Togo* [8 juillet 1954] (p. 3358) ; *Son sous-amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* (p. 3361, 3362) ; Art. 3 : *Son amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* [12 août 1954] (p. 4109, 4110) ; — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Discussion générale (Œuvre de la France, problèmes togolais, mouvement Ewé, Conseil de Gouvernement, pouvoirs de l'Assemblée territoriale, « africanisation » des cadres)* [3 novembre 1954] (p. 4695) ; Art. 32 : *Amendement de M. Malbrant tendant à retirer à l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières* (p. 4705) ; *Ses explications de vote* (p. 4712) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Conseil du Gouvernement, Togo britannique, affaires togolaises devant l'O.N.U., intégration dans l'Union française* [15 mars 1955] (p. 1404 à 1406) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charret (Membres élus par*

*l'Assemblée territoriale*) (p. 1408) Art. 23 : *Amendement de M. Malbrant (Attributions individuelles des membres du Conseil du Gouvernement)* (p. 1410).

**GUÉRARD (M. Pierre)**, *Député de la Seine* [3<sup>e</sup> circonscription.] (R.I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la comptabilité [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (F. n° 283). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

#### Dépôts :

Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives à la fixation des cotisations dues par les travailleurs indépendants, au titre des allocations familiales, n° 3238. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948, afin de faire cesser toute discrimination entre pensionnés anciens combattants bénéficiant d'annuités de campagnes doubles, n° 3470. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour les motocyclistes le port d'un casque protecteur, n° 3774. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une

(1) Démissionnaire le 21 juillet 1953 (F. n° 280).

caisse nationale autonome de l'Habitat ayant pour mission de réaliser en cinq années la construction de 300.000 logements, n° 5046. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis, en ce qui concerne leur régime de retraites, n° 5390. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services publics les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, n° 5813. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'augmentation des tarifs de chemins de fer les billets collectifs afférents aux colonies et camps de vacances se déplaçant à plus de 400 kilomètres, n° 6357. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre les mesures propres à accroître la sécurité routière, n° 6856. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer les fonctionnaires à son œuvre de réforme administrative, n° 8275. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale sur la proposition de résolution (n° 5683) de M. Verdier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à tout allongement de la durée des études supérieures exigée pour l'obtention d'un diplôme, tant que ne sera pas instituée l'allocation d'études, n° 8945. — Le 27 juillet 1954, une proposition de loi tendant à réviser le fonctionnement du contentieux fiscal en matière d'impôts directs, n° 8975. — Le 10 août 1954, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale des prestations familiales, n° 9121. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une journée nationale d'assistance aux réfugiés du Viet-Nam, n° 10230. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à réviser les majorations de rentes viagères du secteur public, n° 10573. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1<sup>er</sup> avril 1946 une liquidation ou une révision